

L'écologie nordique : mythe ou réalité ?

Lara Benattar, chargée de mission à La Fabrique Ecologique

Objet de fantasmes prisé par les écrivains et les politiciens, les pays scandinaves suscitent souvent l'admiration. Dans l'imaginaire collectif le modèle nordique et son écologie sont régulièrement idéalisés. A l'heure où les pays européens travaillent sur des plans de relance économique, il est de plus en plus important que ces derniers contribuent à l'accélération de la transition écologique. Peut-on alors raisonnablement s'inspirer du modèle nordique pour construire les futurs plans de relance ? Ce décryptage apportera quelques éléments de réponse à la question susmentionnée et s'interrogera sur le bien-fondé de l'idéalisation des pays scandinaves.

Le Grand Nord a souvent un air d'utopie dans les discours politiques français : Georges Pompidou prétendait, en 1969, vouloir « importer le modèle suédois avec “le soleil en plus” »¹ quand l'extrême-droite européenne prend souvent en exemple la grandeur et la pureté raciale du « monde boréal ». L'admiration pour les choix politiques des pays nordiques s'est aussi exprimée à gauche de l'échiquier politique français, notamment suite aux réformes radicales amorcées en Islande à la suite de la crise de 2008. Le « modèle scandinave » a surtout été au cœur de la campagne d'Emmanuel Macron pour les élections présidentielles de 2017, présenté comme un idéal de société. Ces références continuent de ponctuer ses discours depuis son élection.

Les « pays nordiques » constituent une région d'Europe du Nord regroupant le Danemark, la Finlande, l'Islande, la Norvège et la Suède ainsi que leurs États associés, Åland (Finlande), Groenland et îles Féroé (Danemark). On les appelle aussi « les pays scandinaves » bien que la Scandinavie ne soit formée au sens strict que par la Norvège, la Suède et la Finlande.

L'attrait du « modèle nordique » pour Emmanuel Macron a d'ailleurs été détaillé par le journaliste politique Alain Lefebvre, auteur de *Macron le Suédois*, dans un entretien au *Monde*². Il explique que le chef de l'État s'est entouré de conseillers économiques convaincus par le modèle de « flexisécurité » nordique dans le but de transformer les structures françaises. Les réformes du quinquennat, « changeant les règles sur le marché du travail », ont été dans ce sens, même si elles suivent un modèle qui n'a pas de réalité concrète dans les pays nordiques. Les discours et les réformes sur la moralisation de la vie publique au lendemain de l'élection présidentielle ont aussi montré la volonté politique d'importer en France le modèle de transparence de la vie démocratique scandinave.

Comme le montrent les travaux de Edward W. Said³, professeur influent au sein des études culturelles et notamment postcoloniales ou de Marc Kober⁴, représenter l'Orient serait un moyen

¹ Cordier, Lionel. « En Finir Avec L'illusion Boréale. » *Mediapart*, 17 Oct. 2019

² « La Vérité Sur Le 'Modèle Scandinave' D'Emmanuel Macron. » *Le Monde.fr*, Le Monde, 15 Sept. 2018

³ *L'Orientalisme*, 1978

⁴ Kober, Marc. « Pourquoi l'orientalisme d'Edward W. Said n'est-il pas un japonisme ? », *Sociétés & Représentations*, vol. 37, no. 1, 2014, pp. 91-105.

pour les sociétés occidentales de définir en creux leur propre identité et de tracer les directions vers lesquelles tendre collectivement. L'orientalisme d'Edward W. Said s'exprimerait dans une relation entre « d'un côté, l'Europe, une culture qui se perçoit elle-même comme dynamique, innovatrice, en expansion ; de l'autre, une culture éternelle, uniforme, incapable de se définir, qui serait l'Orient. » En écho au concept d'orientalisme, de plus en plus de chercheur·e-s emploient le terme « boréalisme » pour faire référence à la manière dont le Nord, scandinave mais aussi circumpolaire, a été « fabriqué » par les discours et leur réception au cours de l'Histoire⁵. Le Grand Nord serait construit en termes de supériorités morale, politique et économique et incarnerait les valeurs auxquelles les autres sociétés européennes devraient œuvrer à donner corps.

Les pays nordiques sont souvent vantés pour leur volontarisme et leur inventivité dans leurs politiques écologiques. Il convient cependant d'interroger la pertinence de la référence aux pays nordiques comme exemples à suivre pour leurs politiques environnementales. La fiscalité écologique et la gestion des déchets suédoises ainsi que la politique énergétique norvégienne seront analysées en profondeur. Doit-on parler « d'illusion boréale » pour les politiques de ces pays en matière de transition écologique ? Peut-on penser un « modèle scandinave » unique à suivre en matière d'écologie ? Quels sont *certains* des mythes et des fantasmes qui entretiennent l'idée qu'il y aurait une seule écologie scandinave ?

Ce décryptage n'a pas vocation à brosser un portrait exhaustif de chaque cas étudié, mais plutôt de montrer que le récit élogieux que l'on retrouve dans les médias français gagnerait à être nuancé.

I. Les idées reçues autour de l'écologie nordique

Emmanuel Macron affirme souvent à l'étranger que le peuple français est hostile aux évolutions quand d'autres peuples semblent plus faciles à gouverner et plus ouverts à la transformation. Les sociétés scandinaves incarneraient l'ouverture, la remise en question et le dynamisme. En visite présidentielle au Danemark en août 2018, le Président de la République y a ainsi affirmé que les Danois·e-s constituaient, contrairement au « Gaulois réfractaire au changement »⁶, un peuple « luthérien » tourné vers la transformation dans une société dynamique. Les pays scandinaves seraient dotés de dirigeant·e-s à fort volontarisme écologique, porté·e-s par de nombreux mouvements de la société civile.

A. Le mode de vie scandinave : richesse intérieure et vie à l'extérieur

Martin Kylhammar, professeur de littérature suédoise à l'Université de Linné en Suède montre à partir d'une analyse de récits⁷ de voyages français publiés entre 1945 et 1980 que les Suédois sont vus par les français comme « amoureux de la nature, heureux de vivre et profondément démocrates ». Ces récits de voyages ont participé à la création du « modèle suédois » et à

⁵ Briens, Sylvain, et al. « Non Un Programme, Mais Une Direction ». » *Études Germaniques*, vol. 290, no. 2, 2018, p. 149., doi:10.3917/eger.290.0149.

⁶ « 'Gaulois Réfractaires' : Emmanuel Macron Veut-Il Transformer La France En Scandinavie ? » *Le Figaro.fr*, 31 Août. 2018

⁷ Kylhammar, Martin. « Le Nouvel Homme Du Nord : Amoureux De La Nature, Heureux De Vivre Et Profondément Démocrate. Analyse De L'Image De La Suède Dans Les Récits De Voyages Français 1945-1980. » *Études Germaniques*

l'émergence de la représentation de la Suède comme « un symbole de modernité » dans l'imaginaire français.

Les récits étudiés montrent que les voyageurs français voyaient une force extraordinaire dans la relation des Suédois·e·s à leur environnement. C'est cette relation qui fait que « ce laboratoire suédois fonctionne si bien » et sert d'écrin aux Suédois·e·s pour vivre une vie harmonieuse. Intégrant « la nature sauvage et la solitude » - et pas seulement « la campagne » - dans leur rapport au monde, les Suédois·e·s seraient guidé·e·s par une force différente de celle du peuple français. Dans le portrait que les voyageurs français brossent de la Suède, on ne s'y contente pas d'exploiter ce que « la nature » offre d'une manière aveugle, sans connaissance intime de son fonctionnement. De nombreux récits de voyages soulignent plutôt la connaissance et la curiosité du peuple suédois pour la faune et la flore, ce qui expliquerait qu'ils aient davantage à cœur de les respecter.

Le reporter Queffélec estime même, dès 1948, que cette proximité au vivant fonde le caractère résolument moderne du peuple suédois. Selon cet auteur, les Suédois·e·s, loin d'en être aliéné·e·s, vivent en harmonie avec leur environnement et sont de ce fait épargné·e·s du « matérialisme superficiel américain ». Les institutions économiques et politiques suédoises et les évolutions techniques permettraient aux habitant·e·s d'avoir davantage de temps libre et de consacrer ainsi plus de temps à « vivre près de la nature » et à en prendre soin. La modernité suédoise est ainsi conçue comme « le salut de la nature » et le quotidien des Suédois·e·s serait animé par un certain lyrisme. La modernité suédoise ne semble donc pas synonyme de rationalité industrielle, froide et calculatrice.

Aujourd'hui encore, cette vision des peuples nordiques est largement partagée. L'image d'un peuple en harmonie avec son environnement « naturel » est souvent associée dans les médias et les productions culturelles au peuple norvégien. Sur le site de l'Office de Tourisme de Norvège, une page est consacrée au « droit d'accès à la nature ». En Norvège, l'accès à presque toutes les « terres non clôturées » comme les rivages, marais, forêts et montagnes est autorisé pour toutes et tous. Les « terres cultivées comme les champs labourés, avec ou sans cultures, les prés, les prairies et les jardins, les jeunes plantations d'arbres, les terrains à bâtir et les terrains industriels » en sont exclus⁸.

Le droit d'accès à la nature, *Allemannsretten* (littéralement « le droit de tous »), est décrit comme une pratique ancestrale, inscrite dans la loi de 1957. Il est attendu des personnes profitant de ces espaces, du « camping sauvage » et des loisirs en plein air qu'elles se montrent respectueuses de l'environnement. Ce respect consiste avant tout à ramasser ses déchets et à « laisser un endroit dans le même état que celui dans lequel on souhaite le trouver ». Il est même possible de pêcher les poissons d'eau de mer sans permis s'ils sont destinés à la consommation personnelle. Certaines destinations sont même proposées aux voyageur·euse·s en quête d'écotourisme et de « lieux qui dorlotent l'environnement » et les populations locales. « Le respect de l'environnement, des animaux et des habitants » est donc prôné comme valeur essentielle pour visiter la Norvège. Ce « droit à la nature » est aussi inscrit dans la loi des autres pays scandinaves.

⁸« Le Droit D'accès à La Nature : Plaisir Et Responsabilités. » *Le Droit D'accès à La Nature En Norvège | Consignes Pour Parcourir La Campagne*, www.visitnorway.fr/planifier-voyage-norvege/astuces/acces-a-la-nature/.

Les médias occidentaux et notamment français renforcent ces stéréotypes. Par exemple, le concept scandinave de « friluftsliv », que l'on peut traduire comme « vie à l'air libre », est repris par les journalistes comme le symbole de sociétés scandinaves « connectées à la nature » qui puisent leur bien-être dans les « ressources naturelles » et privilégient l'activité physique en extérieur plutôt qu'en intérieur⁹. L'idée qu'il y aurait un mode de vie scandinave *unique* qui intégrerait pleinement des valeurs écologiques de sobriété, de simplicité et de contact direct avec le vivant se retrouve dans de nombreuses sphères culturelles françaises. Le style d'architecture et de décoration « scandinave » ou « nordique » est vu comme simple, épuré, fonctionnel et « inspiré par la nature ». Il est décrit comme le reflet « du climat moral, politique et social des pays scandinaves », ces sociétés étant traditionnellement inclusives et égalitaires, libérales et tolérantes »¹⁰. L'esthétique « scandinave » est donc un argument de vente assez efficace auprès de certains publics français, gage à leurs yeux d'un mode de consommation et de production aligné avec des valeurs écologiques.

B. Des choix politiques radicalement progressistes

Les pays scandinaves ont la réputation d'être parmi les plus « avancés » en terme de transition écologique et sociale. Dans le dernier classement des pays suivant leur Indice de Développement Humain ajusté selon les inégalités - indicateur fondé sur le PIB par habitant, l'espérance de vie à la naissance et le niveau d'éducation des enfants de 17 ans et plus - la Suède, la Norvège, le Danemark, la Finlande et l'Islande se placent parmi les douze pays les plus « développés » du monde. L'indicateur du vivre mieux de l'OCDE est fondé sur onze critères qui « expriment ce que l'OCDE considère comme des éléments essentiels au bien-être, en termes de *conditions de vie matérielle* (emploi, logement, revenu) et de *qualité de vie* (liens sociaux, enseignement, environnement, équilibre entre travail-vie privée, gouvernance, santé, satisfaction et sécurité) ». Les pays scandinaves arrivent là-aussi chaque année en tête du classement.

Les politiques volontaristes mises en place dans les pays scandinaves pour l'égalité et la participation citoyenne sont aussi régulièrement citées comme des exemples à suivre. Le sentiment d'appartenance et le degré de participation des citoyen·ne·s y sont plus élevés que dans les autres pays de l'OCDE. Les mesures en faveur de l'égalité femmes-hommes font de la Scandinavie une région dynamique et précurseuse en tête du classement des pays selon leur Indice d'inégalité de genre, un outil développé par les Nations Unies et estimé selon trois dimensions: la santé reproductive des femmes, leur autonomisation et les règles sur le marché du travail. Les évolutions du gouvernement finlandais et les premières mesures mises en place ont notamment été remarquées dans le paysage médiatique international. Élu l'année dernière, la Première ministre finlandaise sociale-démocrate Sanna Marin compte parmi les plus jeunes chef·fe·s de gouvernement en exercice. Les ministères clés traditionnellement confiés à des hommes vus comme expérimentés que sont les ministères des Finances, de l'Intérieur, de l'Education, de la Justice et de l'Emploi ont été confiés à des femmes.

Selon les médias français, les transitions écologique et énergétique occupent une place centrale dans les agendas des gouvernements nordiques. Les filières hydroélectrique et éolienne ainsi que le secteur de la biomasse jouent un rôle majeur dans la transition énergétique scandinave. La part de la consommation finale d'énergie provenant de sources vertes y est supérieure à la moyenne

⁹ « Friluftsliv : Tout Le Monde Dehors ! - Elle. » *ELLE, Le Magazine De Toute L'actualité Des Femmes*, 5 Août 2019

¹⁰ « Le Design Scandinave, Brève Définition Et Exemples. » *LE DESIGN SCANDINAVE*

européenne, avoisinant 25% en Finlande et 35% en Suède et culminant à 48% en Norvège et au Danemark et à 84% en Islande. Les objectifs des pays nordiques en matière de transition écologique sont plus ambitieux que dans le reste des pays européens.

II. Une réalité à manier avec davantage de précaution

A. Une idéalisation qui ne nous incite pas à repenser nos habitudes

Cette vision du mode de vie nordique comme idéal d'un point de vue écologique pose question. Cette idéalisation a une conséquence, il fait vendre, et suivre ce modèle ne signifie donc pas nécessairement une réduction de la consommation. L'essor de la vente d'objets de décoration intérieure d'inspiration scandinave, ou encore de l'activité physique en extérieur - ou « sport outdoor » - de ces dernières années en témoigne. L'accès à ce mode de vie et à cette « simplicité scandinave » est cependant situé sociologiquement. Il peut être coûteux et n'est donc pas à la portée de toutes et tous. La croissance rapide des activités sportives en plein air a par ailleurs des conséquences sur la biodiversité et est en lien avec d'autres dégradations environnementales, notamment du fait du transport, de la demande pour des équipements techniques toujours plus sophistiqués et de la fréquentation accrue d'espaces fragiles et menacés.

Dans cette même logique, le concept de « friluftsliv » - passer du temps en plein air - est décrit par une journaliste de la BBC comme une manière efficace d'atteindre un équilibre entre sa vie professionnelle et sa vie privée, en intégrant par exemple un jogging dans la forêt à sa pause déjeuner. Les personnes norvégiennes interviewées expliquent que cette proximité avec la faune et la flore procure de l'énergie et renforce les facultés physiques et intellectuelles. De nombreuses entreprises instaurent même ce temps en plein air au cœur de l'emploi du temps des employé·e·s, sans rendre pour autant obligatoire l'activité sportive. Les Etats suédois et finlandais subventionnent parfois l'activité et les équipements sportifs des employé·e·s et certaines entreprises finlandaises dédommagent les travailleur·euse·s qui décident d'aller travailler à pied ou en vélo¹¹.

Cependant, s'il ne s'accompagne pas d'une remise en question de l'organisation actuelle du travail et du lien entre le rythme effréné immanent aux économies capitalistes et la crise écologique, ce mode de vie dynamique peut être conçu comme un moyen d'augmenter encore la productivité des travailleur·euse·s. Si l'on estime que la transition écologique implique une remise en question de nos conceptions du travail et du sens donné à la réussite et à la productivité individuelles, alors certaines applications du concept de « friluftsliv » peuvent être profondément anti-écologiques. Par exemple, plusieurs grandes entreprises internationales comme Apple ou Google s'inspirent de ce modèle et essaient de mettre en place des initiatives similaires en interne. Ces géants mondiaux de la tech posent pourtant de nombreux problèmes sur le plan écologique et « booster » encore la productivité des salarié·e·s apparaît comme contraire à des objectifs de sobriété énergétique et de remise en question des dynamiques de production et de consommation actuelles.

L'idée mise en avant dans l'article de la BBC que « être en mesure de voir quelque chose de vert ajoute vraiment quelque chose à la vie quotidienne » est aussi symptomatique d'une manière d'appréhender le reste du vivant est souvent décrite comme l'une des causes de la crise écologique

¹¹ Savage, Maddy. « Friluftsliv: The Nordic Concept of Getting Outdoors. » *BBC Worklife*, BBC, 11 Déc. 2017.

actuelle. Concevoir la faune et la flore comme *autres et séparées* des êtres humains et comme des *ressources* que l'on est en droit *d'utiliser* pour en tirer de la valeur n'est pas neutre idéologiquement: c'est un mode d'appréhension *situé* culturellement dans le temps et dans l'espace qui a des conséquences politiques tangibles. De nombreux travaux, notamment anthropologiques, montrent que cette relation au reste du vivant est avant tout occidentale et a été imposée notamment lors de la colonisation. Elle n'a par-là rien de « naturel » dans le sens d'inéluctable dans l'expérience humaine et cette conception est mise en lien causal avec la destruction du vivant.

B. Les désaccords politiques substantiels qui traversent ces sociétés

Élever les citoyen·ne·s des pays nordiques au rang de citoyen·ne·s modèles et uni·e·s dans un effort collectif pour l'écologie revient aussi à passer sous silence la vivacité et la complexité des débats et des désaccords politiques qui animent ces sociétés. La transition écologique n'a pas la même importance ni la même signification pour toutes et tous.

L'une des illustrations de ces débats est la montée de l'extrême-droite observée ces dernières années. Les Démocrates de Suède (Sverigedemokraterna), le Parti du Progrès (Fremskridtparti) en Norvège et le Parti des Finlandais « de base » (Perussuomalaiset) en Finlande constituent chacun la troisième formation politique de leur pays. Les positions de ces partis ne se ressemblent pas sur tous les plans, différant par exemple sur leurs programmes économiques et le degré de durcissement des politiques migratoires. La montée de l'extrême-droite dans les pays scandinaves s'ancre aussi dans un contexte de bouleversement politique général où les lignes bougent très rapidement et où les fractures idéologiques se creusent. Ainsi, la politique migratoire suédoise et les discours qui l'entourent ont évolué ces dernières années. Autrefois favorable à une politique d'ouverture très forte et un accueil massif des personnes migrantes, le pays accepte de moins en moins de demandes depuis 2015. Plutôt qu'un durcissement des règles migratoires, les pouvoirs publics demandent que la responsabilité d'accueil soit mieux partagée entre les pays européens.

Cependant, les programmes de ces partis - de plus en plus populaires auprès des électeur·rice·s - ont en commun de ne pas faire mention de la crise écologique et de ne pas proposer de réformes dans le sens des transitions écologique et énergétique. Au contraire, certaines mesures défendues sont anti-écologiques, comme celles du Parti du Progrès norvégien, ouvertement libertarien, qui encourage une hausse des investissements dans les énergies fossiles. Des membres de ce parti occupent des postes clés au sein de la coalition gouvernementale, notamment aux ministères du Pétrole et de l'Énergie, de l'Immigration et de l'Intégration et de l'Agriculture. L'extrême-droite nordique se positionne en général en faveur des subventions aux énergies fossiles, de la réduction de l'interventionnisme de l'État dans l'économie et de la relocalisation de l'activité économique pour atteindre des objectifs fondés sur la recherche de croissance. Alors que les crises écologiques provoquent une crise migratoire sans précédent et exigent une évolution radicale des modes de production et de consommation, l'influence croissante de ces partis politiques montre qu'il existe à l'intérieur des frontières des pays scandinaves de profonds désaccords politiques sur l'écologie et son importance.

C. Des inégalités croissantes

Enfin, les récits d'idéalisation peuvent donner l'illusion que ce modèle de simplicité, si tant est qu'il ait une existence tangible pour l'ensemble des populations des pays nordiques, pourrait être

facilement exporté et reproduit et qu'il suffirait de bousculer légèrement nos habitudes pour adopter ce mode de vie.

Ce modèle a cependant ses limites. La Suède, la Finlande, la Norvège, l'Islande et le Danemark sont toujours classés parmi les pays les moins inégalitaires selon les classements mondiaux récents. Cependant, les disparités économiques et les inégalités de revenu y progressent rapidement depuis les années 1980. La pauvreté est en progression et l'accès à des conditions de vie décentes et notamment au logement devient de plus en plus difficile pour de nombreuses catégories de la population, selon les chiffres de l'ONG suédoise Stadsmission.

Cette analyse est partagée par Fabrice Perrin, ancien Conseiller à l'ambassade de France en Suède¹². Dans ce pays, « l'indice de Gini utilisé de 0 à 1 pour mesurer l'inégalité des revenus d'une population est passé de 0,226 en 1991 à 0,320 en 2011 ». Le pays tend à rattraper la moyenne des pays de l'OCDE en terme d'inégalités. Le système de redistribution est moins efficace qu'avant, le capital est davantage concentré et les Suédois·e·s paient moins de taxes sur les revenus du travail et du capital. L'économiste suédoise Anna Almqvist, affirme que le système de protection social suédois se serait « vidé de sa substance » dans les dernières années. Selon Fabrice Perrin, les prestations sociales ont diminué et que les conditions d'éligibilité sont devenues plus strictes. En Norvège, où les employé·e·s sont encouragé·e·s, à profiter de l'extérieur pendant leur pause déjeuner, le constat est le même. Le revenu moyen disponible ajusté net des ménages par habitant est nettement supérieur à la moyenne des pays de l'OCDE. Pourtant, les chiffres de l'OCDE montrent « qu'un écart considérable sépare les plus aisés des plus modestes – les 20 % les mieux lotis touchent quatre fois le montant perçu par les 20 % les moins bien lotis »¹³.

Dans ce contexte, l'idée selon laquelle l'ensemble des citoyen·ne·s nordiques feraient preuve d'un engagement unique pour l'écologie au quotidien est à nuancer. Donner une réalité concrète à ces valeurs dans le quotidien des Français·es ne pourrait se faire sans un bouleversement radical des structures et des logiques inégalitaires en place.

III. Quelques politiques écologiques nordiques

A. La taxe carbone en Suède

Bien qu'étant plus élevée que celle qui était prévue par le gouvernement français et a provoqué la crise des « Gilets jaunes », la fiscalité écologique suédoise serait à la fois exemplaire et bien acceptée par tous les secteurs de la société¹⁴. La taxe carbone a été mise en place en Suède dès 1991 et a largement augmenté tant pour les ménages que pour les entreprises, s'élevant à près de 120 euros la tonne de carbone fossile. L'augmentation de cette taxe, considérée comme la plus élevée du monde, a été de concert avec plusieurs projets, notamment « l'amélioration des transports publics ou le recours accru aux biocarburants pour le chauffage urbain et l'isolation des logements.¹⁵» Elle fait l'objet d'un consensus politique majeur, ayant été conservée et augmentée malgré l'alternance politique.

¹² Perrin, Fabrice. « Des inégalités croissantes en Suède... », *Regards*, vol. 45, no. 1, 2014, pp. 109-116

¹³ « Norvège. » *Votre Indicateur Du Vivre Mieux*, www.oecdbetterlifeindex.org/fr/countries/norvege-fr/.

¹⁴ « En Suède, La "Taxe Carbone" Est Bien Acceptée. » *Reporterre, Le Quotidien De L'écologie*, 2018

¹⁵ Åkerfeldt, Susanne, Henrik Hammar. « La taxe carbone en Suède », *Revue Projet*, vol. 348, no. 5, 2015, pp. 84-87.

Régulièrement citée comme l'illustration du volontarisme écologique du peuple suédois, la taxe carbone suédoise est en fait très différente de celle qui était envisagée par le gouvernement français et a provoqué la colère des « Gilets jaunes ». En France, la composante carbone de la taxe intérieure de consommation sur les produits énergétiques (TICPE) devait passer de 44,60 euros la tonne au double avant la fin du mandat d'Emmanuel Macron selon la loi de finances votée pour 2018. Vue comme profondément injuste et trop brutale, cette réforme a été vivement rejetée. En Suède, la mise en place de la taxe a été progressive et s'est accompagnée d'une baisse de l'impôt sur le revenu et sur le capital, dans le cadre d'une réforme fiscale globale.

Pour ce qui est du prix du carburant automobile à la pompe, il n'est pas particulièrement plus élevé en Suède qu'en France. La taxe carbone suédoise pèse moins sur les consommateurs et le secteur des transports que sur les industriels du secteur du bâtiment alors que de nombreux secteurs de l'économie française comme le transport aérien et maritime international, les taxis, le transport routier de marchandises, les transports en commun et la fabrication de ciment ou de verre bénéficient d'une exonération partielle ou massive de la TICPE. Les rénovations massives des logements ont réduit la consommation globale et ont fait disparaître le chauffage au fuel, au GPL et au gaz ce qui a allégé le poids de la taxe sur les consommateurs. Étant donné les différences profondes entre les deux réformes fiscales, il est peu fondé de comparer les réponses des peuples et d'en conclure que les Suédois·e·s seraient davantage prêt·e·s à restreindre leur consommation dans un but écologique.

B. La gestion des déchets en Suède

De nombreux reportages montrent des citoyens et citoyennes suédois·e·s impliqué·e·s au quotidien dans le tri sélectif méticuleux de leurs déchets. Les membres des foyers filmés séparent leurs ordures en six ou sept sacs minimum (déchets biologiques, verres non coloré, verre coloré, métaux, cartons, journaux, batteries et électroniques et les déchets lourds)¹⁶ et se rendre à la station de tri est vue comme une activité familiale et conviviale¹⁷.

Le gouvernement encourage la participation citoyenne en distribuant gratuitement des sacs pour le tri sélectif, en rendant le tri obligatoire et en multipliant les bennes où apporter et trier ses déchets dans tout le pays. Certaines communes ont aussi instauré des incitations d'ordre économique. Les médias montrent la Suède comme le « numéro un mondial du recyclage »¹⁸: 99% des déchets ménagers y sont recyclés. Le but de l'exécutif serait d'atteindre le «100% recyclé » et d'éliminer complètement les décharges à ciel ouvert.

Une grande partie des déchets ménagers est brûlée dans des incinérateurs et l'énergie produite sert à l'électricité et au chauffage urbain. Le biocarburant utilisé comme carburant pour les transports en commun émane aussi de la méthanisation des déchets organiques collectés. La part des combustibles fossiles dans le secteur du chauffage en Suède a ainsi énormément diminué ces dernières années. Pour assurer le fonctionnement de ses incinérateurs, la Suède importe des déchets des pays frontaliers. Selon les chiffres du service économique régional de l'Ambassade de

¹⁶ « Le Recyclage En Suède : Un Mécanisme Ancré Dans La Société. » *Sweden Abroad, Ambassade De Suède à Rabat*

¹⁷ « Focus - La Suède, Reine Du Traitement Des Déchets. » France 24, 12 Jan. 2018

¹⁸ « Suède : Le Numéro Un Mondial Du Recyclage. » *ID, L'Info Durable*

France en Suède¹⁹, « en 2015, près de 2,6 Mt de déchets ont été importés en Suède, dont 80% ont été incinérés, soit autant que le volume de déchets ménagers suédois incinérés ».

Le système de traitement et de revalorisation des déchets présente de nombreux avantages économiques et écologiques et fait de la Suède un pays pionnier. Mais plusieurs critiques ont été émises, cette gestion posant des problèmes d'ordres économique et écologique²⁰. L'opacité des chiffres est soulignée et critiquée par plusieurs voix dissidentes. L'usage du terme « recyclage » pour qualifier le système suédois est contestable, la valorisation énergétique des déchets ménagers n'étant pas du recyclage au sens strict. Plutôt que 99% de déchets recyclés, ce sont plutôt 99% des déchets qui ne sont pas en mise en décharge en Suède. Le rapport de l'Ambassade de France en 2018 indique que: « le recours à l'incinération peut s'avérer un frein au développement du recyclage : on observe, dans tous les pays nordiques, une convergence vers un équilibre 50% incinération – 35% recyclage - 15% traitement biologique, avec des questionnements sur la capacité à réduire la part désormais prise par l'incinération ».

L'incinération massive des déchets présente aussi des inconvénients écologiques puisque ce procédé est susceptible de libérer des polluants dans l'atmosphère et que les déchets ultimes, hautement toxiques, doivent être gérés d'une manière adaptée. Les autorités en charge de la filière plastique sont critiquées pour manque de transparence sur le recyclage des déchets dans cette filière.

Par ailleurs, le transport des déchets frontaliers provoque des émissions de gaz à effet de serre. Cette logique d'importation ne va pas dans le sens du réemploi et de la réduction de la production de déchets et de la consommation de produits jetables. Le bon fonctionnement des incinérateurs suédois, l'équilibre de la filière incinération et l'apport en énergie fourni par les municipalités reposent sur le flux continu de production de déchets par les ménages suédois et les pays frontaliers.

Cette logique contraste avec la demande croissante d'un retour au traitement *local* des déchets et de responsabilisation des pouvoirs publics face à la gestion des déchets produits sur leurs territoires. Bien que certains des pays frontaliers à la Suède, comme la Norvège, soient en charge du traitement des déchets toxiques post-incinération, exporter ses déchets constitue une manière d'éviter de se poser la question de leur production et de leur traitement²¹.

Cette étude de cas nous montre que la vision idéalisée de sociétés nordiques investies collectivement dans la transition écologique doit être nuancée. Si de nombreux ménages suédois sont en effet attentifs au tri sélectif, le système de traitement des déchets peut encore être amélioré. Cela montre que tous les acteur·rice·s ne sont pas mobilisés pour la transition écologique et n'ont pas tous la même vision de la transition à engager. Par ailleurs, encenser les citoyen·ne·s suédois·es peut aussi avoir comme effet de braquer les projecteurs uniquement sur la responsabilité individuelle des consommateur·rice·s et empêcher une interrogation des pouvoirs

¹⁹ Direction générale du Trésor « Série 'La Suède Et La Frontière Technologique' #2. »

²⁰ Note publiée par le service économique régional de l'Ambassade de France en Suède dans le cadre du partenariat entre la Suède et la France pour l'innovation et les solutions vertes signé en 2017

²¹ Ces critiques du système suédois ont notamment été formulées par les membres du réseau Zero Waste comme en témoigne l'entretien de Flore Berlingen, directrice de Zero Waste France. « Focus - La Suède, Reine Du Traitement Des Déchets. » France 24, 12 Jan. 2018

publics et des secteurs producteurs de déchets quant à l'efficacité de la gestion et à la responsabilité des producteurs dans la réduction des déchets à la source.

C. La Norvège: modèle de transition énergétique?

Les choix du gouvernement norvégien en matière de transition écologique sont un autre exemple du décalage entre la réputation des pays scandinaves et la réalité locale. Les autorités norvégiennes ont l'habitude d'entretenir l'illusion boréale en présentant le pays comme pionnier de l'écologie et comme un exemple à suivre en termes de courage politique et de volontarisme écologique. La volonté affichée est d'atteindre la neutralité carbone d'ici 2030. Ola Eslvestuen, ministre libéral du climat et de l'environnement jusqu'au mois de janvier dernier affirmait au début de l'année 2019 que « la Norvège avait de quoi être fière »²² : « Plus de 95 % de notre électricité est produite par nos centrales hydrauliques. D'ici à 2020, le chauffage au gaz et au fioul sera interdit. Nous sommes aussi le pays qui a le plus d'avance dans l'électrification des transports. L'an dernier, un tiers des voitures neuves vendues étaient électriques ». Kristin Faerovike, PDG du groupe Lundin Norway, l'un des leaders de l'exploration et la production de pétrole et de gaz du pays avançait récemment que « l'exploitation pétrolière et gazière en Norvège est la plus responsable et la plus propre du monde.»

Cependant, ces affirmations sont régulièrement contestées, notamment par les médias et les associations environnementales norvégiennes. Des titres comme « L'illusion écologique de la pétromonarchie norvégienne » (2019) pour *Le Monde* et « La Norvège, ce faux ami de la planète »²³ (2018) pour *Les Échos* montrent ce décalage fort entre les discours et les actes. Certains observateur-ric-e-s parlent même de « dissonance cognitive » (*Le Monde*) et de « schizophrénie » (*Les Échos*) tant la contradiction est importante.

La Norvège est le plus gros producteur d'hydrocarbures d'Europe de l'Ouest: « le secteur [pétrolier] emploie directement ou indirectement 160 000 personnes, soit 6 % de la population active, et représente presque la moitié des exportations. »²⁴ L'an passé, Kjell-Borge Freiberg, ancien ministre du pétrole de l'énergie et membre du Parti d'extrême-droite du Progrès, annonçait que plus d'une centaine de blocs seraient ouverts à l'exploration pétrolière au large des côtes nationales et notamment dans les eaux arctiques de la mer de Barents. En janvier dernier, deux associations de défense environnementale norvégiennes, Greenpeace et Natur og Ungdom, perdaient pour la deuxième fois un procès contre l'Etat Nordique. Les associations réclamaient « l'annulation des permis d'exploration accordés en 2016 à 13 compagnies pétrolières », autorisant les groupes à poursuivre leurs recherches d'hydrocarbures dans l'Arctique²⁵.

Le décalage entre discours et réalité est bien illustré par l'affirmation d'Ola Elvestuen: « Nous sommes responsables du CO₂ que nous émettons, pas de celui généré par nos exportations ». Dans son article « La Scandinavie, un modèle de transition énergétique? », la géographe Bernadette Mérenne-Schoumaker précise que le pays se classe parmi les pays les plus « verts » du monde lorsque l'on s'intéresse à son impact environnemental à l'intérieur de ses frontières. Il plonge en revanche parmi les pays les plus polluants lorsque la pollution exportée est prise en compte.

²² Hivert. « L'illusion Écologique De La Pétromonarchie Norvégienne. » *Le Monde.fr*, Le Monde, 22 Mar. 2019.

²³ « La Norvège, Ce Faux Ami De La Planète. » *Lesechos.fr*, Groupe Les Echos, 6 Déc. 2018.

²⁴ Bernadette Mérenne-Schoumaker, « La Scandinavie, un modèle de transition énergétique ? », *Géococonfluences*, mars 2019.

²⁵ *AFP*, « Pétrole Dans L'Arctique: Les ONG Perdent Un Nouveau Procès En Norvège. » *Mediapart*, 23 Jan. 2020.

Malgré le poids important des énergies renouvelables, leur part dans la consommation intérieure brute d'énergie s'élevant à plus de 45% en 2016, la volonté des autorités de continuer à augmenter la production et l'exportation d'énergies fossiles noircit le tableau.

Les cas suédois et norvégien montrent que le récit romantique et fantasmé du mode de vie nordique masque la réalité plus ambiguë. Les mythes entourant l'écologie des pays scandinaves gagneraient à être nuancés pour éviter l'écueil du boréalisme. Les références aux pratiques des pays scandinaves sont toujours assez vagues, alors que ces pays ne suivent pas les mêmes politiques écologiques

« L'illusion boréale » se décline dans le contexte politique français et dans d'autres sphères. Les idées reçues sur l'égalitarisme, la flexibilité économique et la démocratie scandinaves en sont des exemples marquants et sont souvent déconstruites. Le chercheur Lionel Cordier l'indique par exemple sur l'admiration suscitée par les réformes démocratiques mises en place en Islande après la crise financière de 2008²⁶. Dans une perspective de transition écologique dans notre pays, on comprend qu'il est compliqué de se fixer une trajectoire en tant que société lorsque l'on prend pour modèle un monde dont on ne saisit pas la complexité. Il devient alors urgent de nuancer nos visions de l'écologie nordique.

²⁶ . Cordier, Lionel. « Existe-t-Il Une Exception Démocratique Islandaise ? » La Vie Des Idées, 3 Mai 2016

Bibliographie

- 24, FRANCE. « Focus - La Suède, Reine Du Traitement Des Déchets. » *France 24*, France 24, 12 Jan. 2018
- Åkerfeldt, Susanne, Henrik Hammar. « La taxe carbone en Suède », *Revue Projet*, vol. 348, no. 5, 2015, pp. 84-87.
- Briens, Sylvain, et al. « « Non Un Programme, Mais Une Direction ». » *Études Germaniques*, vol. 290, no. 2, 2018, p. 149., doi:10.3917/eger.290.0149.
- Cordier, Lionel. « En Finir Avec L'illusion Boréale. » *Mediapart*, 17 Oct. 2019,
- Cordier, Lionel. « Existe-t-Il Une Exception Démocratique Islandaise ? » *La Vie Des Idées*, La Vie Des Idées, 3 Mai 2016.
- Durand. « Comprendre La Taxe Carbone En Huit Questions. » *Le Monde.fr*, Le Monde, 7 Dec. 2018.
- « En Suède, La 'Taxe Carbone' Est Bien Acceptée. » *Reporterre*, *Le Quotidien De L'écologie*.
- FigaroVox. « 'Gaulois Réfractaires' : Emmanuel Macron Veut-Il Transformer La France En Scandinavie ? » *Le Figaro.fr*, 31 Août. 2018.
- « Focus - La Suède, Reine Du Traitement Des Déchets. » *France 24*, France 24, 12 Jan. 2018.
- France-Presse, Agence. « Pétrole Dans L'Arctique: Les ONG Perdent Un Nouveau Procès En Norvège. »
- « Friluftsliv : Tout Le Monde Dehors ! - Elle. » *ELLE*, *Le Magazine De Toute L'actualité Des Femmes*, 5 Août 2019.
- Hivert. « L'illusion Écologique De La Pétromonarchie Norvégienne. » *Le Monde.fr*, Le Monde, 22 Mar. 2019.
- Kylhammar, Martin. « Le Nouvel Homme Du Nord : Amoureux De La Nature, Heureux De Vivre Et Profondément Démocrate. Analyse De L'Image De La Suède Dans Les Récits De Voyages Français 1945-1980. » *Études Germaniques*, vol. 282, no. 2, 2016, p. 283., doi:10.3917/eger.282.0283.
- « La Norvège, Ce Faux Ami De La Planète. » *Lesechos.fr*, Groupe Les Echos, 6 Dec. 2018,
- « La Vérité Sur Le 'Modèle Scandinave' D'Emmanuel Macron. » *Le Monde.fr*, Le Monde, 15 Sept. 2018
- « Le Design Scandinave. » *LE DESIGN SCANDINAVE - Brève Définition Et Exemples*.
- « Le Droit D'accès à La Nature : Plaisir Et Responsabilités. » *Le Droit D'accès à La Nature En Norvège | Consignes Pour Parcourir La Campagne*.

« Le Recyclage En Suède : Un Mécanisme Ancré Dans La Société. » *Sweden Abroad, Ambassade De Suède à Rabat, Maroc.*

Lindgaard, Jade. « Comment Décoloniser L'écologie. » *Mediapart*, 9 Mai 2019.

« Norvège.» *Votre Indicateur Du Vivre Mieux*, www.oecdbetterlifeindex.org/fr/countries/norvege-fr/.

Savage, Maddy. « Friluftsliv: The Nordic Concept of Getting Outdoors. » *BBC Worklife*, BBC, 11 Dec. 2017.

« Suède : Le Numéro Un Mondial Du Recyclage. » *ID, L'Info Durable*.

Trésor, Direction générale du. « Série 'La Suède Et La Frontière Technologique' #2. » *Direction Générale Du Trésor*.